



Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

20-26 novembre 2019

Aperçu général

► **Le 22 novembre 2019, la marche du retour dans la bande de Gaza a été reportée.** La marche du 15 novembre 2019, à la fin de la récente vague d'escalade, a également été reporté. Le journal libanais al-Akhbar, affilié au Hezbollah, a annoncé que **des discussions étaient en cours sur la possibilité d'organiser les marches une fois par mois ou à des dates nationales.** L'Autorité nationale suprême a démenti ces informations, affirmant que la marche du 29 novembre 2019 aurait lieu comme prévu vendredi prochain. Apparemment, les rapports reflètent le sentiment que **les marches du retour ont périclité et que d'autres modes d'action sont recherchés.**

► Le 26 novembre 2019, une **"journée de colère"** a été organisée en Judée-Samarie pour protester contre l'annonce du secrétaire d'État américain selon laquelle les localités juives de Judée-Samarie ne violent pas le droit international. **Le Fatah a annoncé la "journée de la colère" avec l'appui et le soutien de l'Autorité Palestinienne,** qui a raccourci la journée d'école pour permettre aux élèves de se rassembler aux points de friction. Le Comité exécutif de l'OLP a appelé le public palestinien à se rendre aux points de friction et à affronter les forces de Tsahal et les résidents israéliens.

► Entre-temps, **l'Autorité Palestinienne a décidé de prendre une série de mesures internationales diplomatiques, juridiques et de propagande.** Des appels seront lancés à l'ONU, au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et à la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. L'Autorité Palestinienne collabore également avec un certain nombre de pays pour que leurs tribunaux nationaux enquêtent sur les "crimes" israéliens et envisage de faire appel de la décision de la Cour internationale de Justice (CIJ).

Le Sud d'Israël

Les marches du retour

► L'Autorité nationale suprême a annoncé que la marche du retour du 22 novembre 2019 n'aurait pas lieu. Néanmoins, vendredi, plusieurs dizaines de Palestiniens se sont rendus sur les sites de manifestation de la marche. Les émeutiers ont brûlé des pneus, lancé des engins piégés et ont tenté de s'approcher de la barrière de sécurité.

► Une source de l'Autorité nationale suprême a indiqué que les organisations de la bande de Gaza avaient décidé de différer les activités de la marche du 22 novembre 2019, sur la base d'informations indiquant qu'Israël prévoyait [prétendument] de violer les conditions établies avec le Jihad islamique palestinien (PIJ) en ce qui concerne les marches. Cela entraînerait des représailles de la part du JIP et une nouvelle confrontation avec Israël. La source a ajouté que **des discussions étaient en cours pour organiser les marches du retour une fois par mois ou à des dates nationales** (al-Akhbar, 22 novembre 2019).

► **L'Autorité nationale suprême a démenti ces informations**, affirmant que si Israël ne levait pas le siège de la bande de Gaza, les Palestiniens poursuivraient leurs manifestations, lanceraient des cerfs-volants et des ballons incendiaires et rétabliraient les activités des unités de harcèlement de nuit. Selon Talal Abu Zarifa, membre de l'Autorité nationale suprême, il y avait un certain nombre de raisons de reporter les activités des marches de retour les plus récentes. Il a ajouté que la question des marches était en fait en cours de délibération, mais qu'elle portait principalement sur la poursuite des marches en tant qu'"activité de résistance" et sur la lutte contre Israël. Il a ajouté que **pour le moment, les marches continueraient** d'être organisées toutes les semaines (Sawa, 22 novembre 2019).

► Le 25 novembre 2019, après la tenue d'une réunion dans l'Est de la ville de Gaza, **l'Autorité nationale suprême a annoncé que les marches du retour se poursuivraient "dans le respect de leur caractère populaire"**. Ce vendredi 29 novembre 2019 aura lieu une marche de retour sur le thème "Une journée de solidarité avec le peuple palestinien" (Sawa, 22 novembre 2019).



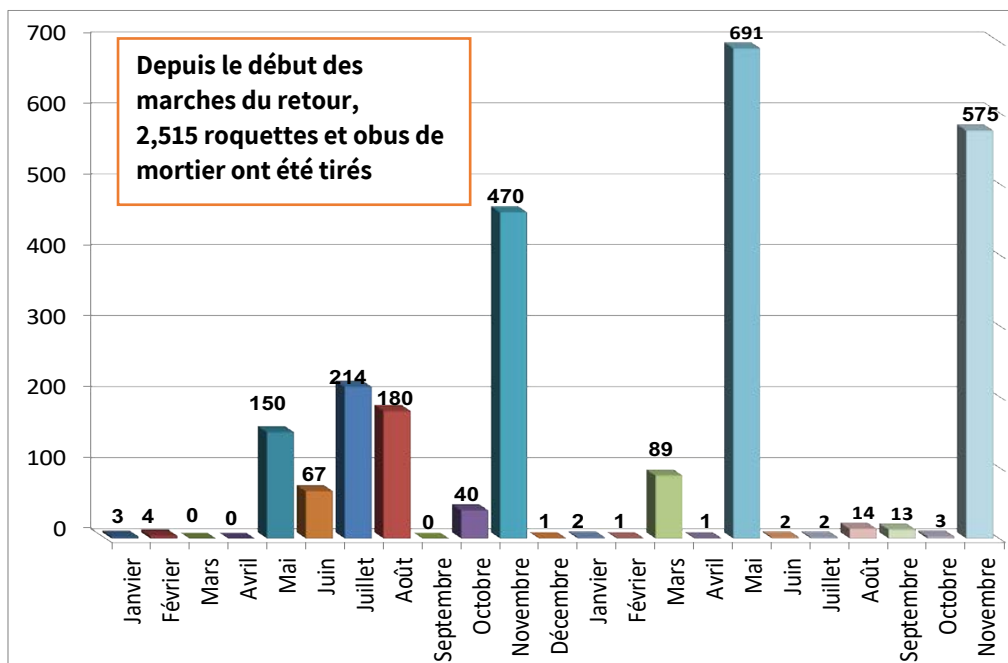
Réunion de l'Autorité nationale suprême à l'Est de la ville de Gaza (Compte Twitter du correspondant de Russia Today à Gaza, 26 novembre 2019)

Tirs de roquettes

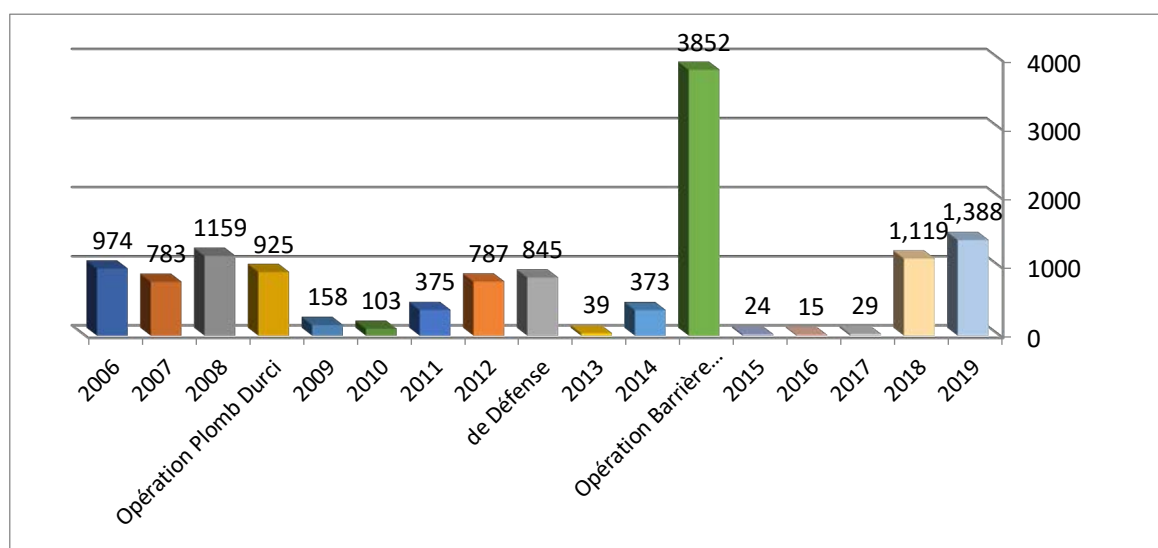
Tirs de roquettes et d'obus de mortier sur Israël

► Le 25 novembre 2019 dans l'après-midi, une roquette a été tirée en Israël et s'est abattue sur un terrain vague sans faire de blessés ni de dégâts (Porte-parole de Tsahal, 25 novembre 2019). On ignore l'identité de l'organisation responsable du tir.

Répartition mensuelle des tirs de roquettes et d'obus de mortier



Répartition annuelle des tirs de roquettes et d'obus de mortier



Critique de l'envoyé de l'ONU sur les tirs de roquettes

► Nikolay Mladenov, l'envoyé de l'ONU au processus de paix au Moyen-Orient, a organisé une réunion d'information sur les récents événements dans la bande de Gaza. Il a déclaré que "ces tirs sans discernement sont inacceptables et doivent cesser immédiatement". S'agissant de la mort d'une famille à Gaza, il a déclaré qu'"il n'y a aucune justification pour tuer des civils nulle part". Il a ajouté que la bande de Gaza nécessitait une solution politique, ajoutant que "l'activité militante [sic] ne peut continuer à compromettre les chances de paix et de développement" (Site Internet de l'ONU, 20 novembre 2019).

Autres événements

► Les 24 et 25 novembre 2019, les médias ont rapporté l'interception de quadricoptères israéliens dans le ciel au-dessus de la bande de Gaza après que des membres des forces armées des organisations palestiniennes leur aient tiré dessus (Amad, Paldf, Filastin al-Yawm, 24 et 25 novembre 2019).

Judée-Samarie

► En Judée-Samarie, des Palestiniens ont continué à lancer des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de sécurité israéliennes et des cibles civiles (principalement des véhicules). Les forces de sécurité israéliennes ont mené des activités de lutte contre le terrorisme dans toute la Judée-Samarie, arrêtant des Palestiniens soupçonnés d'activités

terroristes, confisquant des fonds utilisés pour financer des activités terroristes et saisissant des armes de qualité militaire et des armes improvisées.

► Les événements les plus importants ont été les suivants :

◆ **Le 26 novembre 2019** - Des pierres ont été lancées sur un autobus et d'autres véhicules sur la route reliant le Gush Etzion à Hébron, près du camp de réfugiés d'Al-Aroub. Aucune victime ni dommage n'a été signalé (Rescue Without Borders en Judée-Samarie, 26 novembre 2019).

◆ **Le 25 novembre 2019** - Des pierres ont été lancées sur un bus dans la région d'al-Fawar, au Sud-Ouest de Hébron. Aucune victime ni dommage n'a été signalé (Rescue Without Borders en Judée-Samarie, 25 novembre 2019).

◆ **Le 23 novembre 2019** - Au cours de recherches d'armes illégales, les forces de sécurité israéliennes ont trouvé neuf armes à feu et des munitions. Des sommes d'argent d'une valeur de plusieurs dizaines de milliers de dollars ont été saisies, qui étaient apparemment destinées à financer des activités terroristes (Porte-parole de Tsahal, 23 novembre 2019).

◆ **Le 22 novembre 2019** - Des pierres ont été lancées sur un bus et d'autres véhicules sur la route reliant Kiryat Arba à Beit A'innon. Un homme a subi des blessures mineures. L'un des lanceurs de pierres a été appréhendé (Rescue Without Borders en Judée-Samarie, pas 22, 2019).

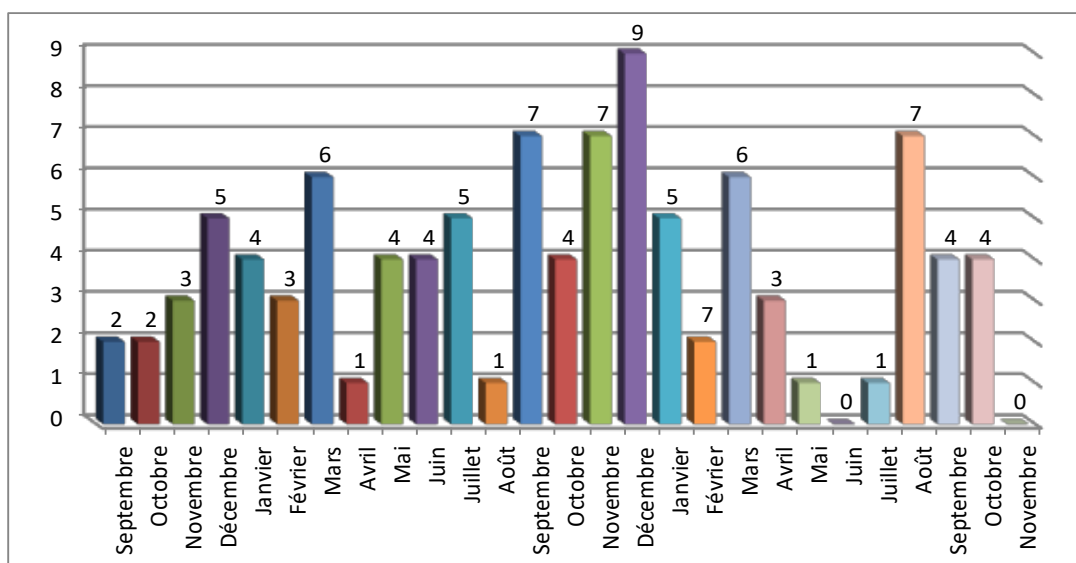
◆ **Le 21 novembre 2019** - Des cocktails Molotov ont été lancés sur la route du tunnel Jérusalem-Gush Etzion. Aucune victime n'a été signalée (Rescue Without Borders en Judée-Samarie, 21 novembre 2019).

◆ **Le 21 novembre 2019** - Des Palestiniens ont lancé des pierres sur un poste de Tsahal au carrefour al-Fawar, au Sud-Ouest de Hébron. Aucune victime n'a été signalée (Rescue Without Borders en Judée-Samarie, 21 novembre 2019).

◆ **Le 21 novembre 2019** - Des Palestiniens ont jeté des pierres et brûlé des pneus sur la route Beit-El-Givat Asaf (au Nord de Ramallah). Aucune victime n'a été signalée (Rescue Without Borders en Judée-Samarie, 21 novembre 2019).

◆ **Le 21 novembre 2019** - Des pierres ont été lancées sur un bus sur la route reliant le Gush Etzion à Hébron, près du camp de réfugiés d'Al-Fawar. Aucune victime n'a été signalée (Rescue Without Borders en Judée-Samarie, 21 novembre 2019).

Principales attaques commises en Judée-Samarie¹



"Journée de colère" contre la décision américaine relative aux localités juives de Judée-Samarie

► Le Fatah et d'autres organisations terroristes ont déclaré le mardi 26 novembre 2019 "journée de colère" pour protester contre la déclaration du secrétaire d'État américain Mike Pompeo selon laquelle les localités juives de Judée-Samarie ne violent pas le droit international. Pour la "journée de colère", le public palestinien a été invité à organiser des rassemblements de protestation dans les centres villes de Judée-Samarie et aux points de friction avec des soldats de Tshal et des résidents israéliens des implantations. Pour augmenter le nombre de manifestants, l'Autorité Palestinienne a décidé de terminer la journée d'école à 11h30, afin que les élèves puissent également participer (Sawa, 25 novembre 2019).

► Les événements ont été encouragés par le Fatah et l'Autorité Palestinienne. Selon Mahmoud al-'Alul, vice-président du Fatah, le Fatah et les forces nationales ont élaboré un programme de lutte contre Israël sur le terrain, qui sera mis en œuvre dans un proche avenir et qui renforce sa position contre Israël. Il a ajouté que les dirigeants palestiniens cherchaient à mettre fin à l'application des accords signés avec Israël, compte tenu des "crimes" commis.

Le Comité exécutif de l'OLP a appelé le public palestinien à participer aux activités de

¹ Les principales attaques comprennent des fusillades, des attaques à l'arme blanche, des attaques à la voiture bélier et des poses d'engins piégés. Les tirs de pierres et de cocktails Molotov ne sont pas compris.

"résistance populaire" [du terrorisme populaire] dans les zones de friction avec les forces de Tsahal et les résidents israéliens (Dunia al-Watan, 23 novembre 2019).



Evènements de la "Journée de colère" en Judée-Samarie. Droite : Manifestation à Hébron (Page Facebook de la branche du Fatah à Hébron, 26 novembre 2019). Gauche : Les manifestants à Jénine arborent des photos du prisonnier Sami Abu Diyak, décédé dans une prison israélienne des suites d'une maladie, le 26 novembre 2019 (Page Facebook officielle du Fatah, 26 novembre 2019)



"Journée de rage" à Ramallah, avec la participation du Premier ministre de l'Autorité Palestinienne, Muhammad Shtayyeh, et du vice-président du Fatah, Mahmoud al-'Alul (Page officielle du Fatah sur Facebook, 26 novembre 2019)

La bande de Gaza

Aide humanitaire à la bande de Gaza

Le soutien qatari

► **Khaled al-Hardan, vice-président du comité qatarien pour la reconstruction de Gaza,** est arrivé dans la bande de Gaza le 24 novembre 2019, par le terminal d'Erez. Il est venu surveiller les projets réalisés avec un financement du Qatar (Amad, 24 novembre 2019). Mohammed al-Emadi, président du comité, a annoncé que le 27 novembre 2019, **des versements de 100 dollars seraient versés aux familles nécessiteuses** par l'intermédiaire

des agences de la banque du bureau de poste (Dunia al-Watan, site Internet du comité qatari, 25 novembre 2019). Il a également été signalé qu'une délégation de médecins du Qatar était arrivée dans la bande de Gaza pour effectuer diverses opérations (Sawa, 25 novembre 2019).

Reconstruction des maisons détruites par l'UNRWA

► **Mu'in Maqat, responsable du "dossier" de l'UNRWA**, a rencontré le 24 novembre 2019 une délégation de familles qui avaient été blessées au cours de l'opération Bordure Protectrice. Il les a rencontrés au cours d'une manifestation devant le siège de l'UNRWA à Gaza pour demander réparation. Il a ajouté que l'UNRWA payait des réparations depuis des années. Cependant, il y a deux ans, ils ont cessé leurs activités en raison du manque de financement et de la préférence accordée aux propriétaires d'habitations complètement détruites. Il a déclaré qu'au cours des trois dernières années, ils avaient versé la somme de 60 millions de dollars aux propriétaires d'habitations désignées comme partiellement détruites et impropres à l'habitation humaine (environ 5 600 habitations). L'Office a également indemnisé 90% des propriétaires de 7 400 maisons totalement détruites. Il a ajouté que **jusqu'à présent, l'UNRWA avait versé environ 330 millions de dollars pour la reconstruction de maisons** endommagées et/ou détruites dans la bande de Gaza (Ma'an, 25 novembre 2019).

► En ce qui concerne le financement de l'UNRWA, il a été signalé la semaine dernière que les Émirats arabes unis avaient fait un **don de 1,5 million de dollars à l'organisme**, le deuxième des quatre versements. Les EAU contribueront au total 50 millions de dollars à l'UNRWA (Wafa, 22 novembre 2019).

Construction d'un hôpital à Rafah

► La première étape de la construction d'un nouvel hôpital a été lancée à Rafah. Isma'il Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas, a assisté à la cérémonie de pose de la première pierre. Il a affirmé que le Hamas poursuivait sa **stratégie de "construction parallèle à la libération"**. Il a promis que la construction de l'hôpital serait terminée dans un proche avenir. Il a ajouté que les pays arabes avaient promis que l'équipement nécessaire à l'hôpital coûterait 20 millions de dollars. Il a également déclaré qu'une délégation de dirigeants du Hamas avait récemment rencontré le Président turc Erdogan et discuté de la situation médicale dans la bande de Gaza (al-Aqsa, 23 novembre 2019).



Pose de la pierre angulaire du nouvel hôpital de Rafah avec la participation d'Isma'il Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas (Site Internet du Hamas, 23 novembre 2019)

Aide humanitaire de la Jordanie

► Entre-temps, il a été signalé qu'un certain nombre de camions jordaniens transportant de l'eau, des médicaments et de la nourriture avaient pénétré dans la bande de Gaza par le terminal d'Erez. L'équipement a été transféré à l'hôpital jordanien de la bande de Gaza (Dunia al-Watan, 25 novembre 2019).

Interview de Salah al-'Arouri

► Saleh al-'Arouri, vice-président du bureau politique du Hamas, a été interviewé par Muhammad Hamad sur la chaîne de télévision Al-Aqsa². Il a évoqué un certain nombre de questions, Al-Aqsa 19 novembre 2019) :

► **La dernière vague d'escalade dans la bande de Gaza** : Selon Saleh al-'Arouri, des centaines de personnalités de haut rang des organisations ont été tuées lors d'attaques ciblées. Il a ajouté qu'il y avait plus d'un moyen de réagir à la mort des dirigeants. Il a cité Yahya Ayash [l'"ingénieur"] et Ahmed Yassin [fondateur du Hamas] comme exemples de cas dans lesquels la réponse est venue longtemps après l'élimination. Il a dit qu'il était faux de rester passif face aux actions d'Israël et que les Palestiniens devaient continuer à réagir à de telles actions pour punir et dissuader Israël.

► **Les méthodes de réaction de la bande de Gaza** : La "résistance" [cf., les organisations terroristes], a déclaré al-'Arouri, a des moyens de réagir au-delà des tirs de roquettes, par exemple des tirs de tireurs d'élite, des missiles antichars, etc. Les méthodes dépendent de la décision des membres sur le terrain.

² Muhammad Hamad, qui avait l'habitude de présenter des programmes sur la télévision al-Aqsa, vit actuellement à Istanbul et présente des programmes sur une chaîne égyptienne (selon sa page Facebook). L'interview a apparemment été enregistrée à Istanbul.

◆ **Relations Hamas-JIP** : Selon al-'Arouri, les contacts entre les deux organisations se poursuivent à tous les niveaux, aux niveaux politique interne et externe, et au niveau militaire interne avec les dirigeants externes. Il a dit qu'il était possible que, en raison des circonstances, il y ait eu une "certaine déconnexion". Cependant, une date a été fixée pour une réunion afin d'améliorer tout ce qui pourrait servir la "résistance", la cause palestinienne et le peuple palestinien.

◆ **La salle des opérations conjointes de toutes les organisations** : Al-'Arouri a déclaré que le Hamas, en tant que grande organisation dotée des meilleures capacités de toutes les organisations présentes dans la salle des opérations conjointes, soutenait directement les autres organisations dans leur constitution et leur formation militaires, pour des questions techniques. et dans les domaines de leurs équipements et capacités. Il a ajouté que le Hamas développait une force dont le but est de combattre Israël dans le cadre d'une **stratégie visant à développer les infrastructures de la "résistance"**. Cependant, il a admis qu'il y avait un manque de coordination entre les organisations en ce qui concerne les réponses, où il y avait un "fossé".



**Saleh al-'Arouri interviewé par la télévision al-Aqsa
(Page Facebook Sawa Mubasher, 19 novembre 2019)**

Mort d'un Palestinien des suites de l'escalade

► Le 22 novembre 2019, le porte-parole du ministère de la Santé de la bande de Gaza a annoncé le décès de Muhammad Salem Awda al-Sawarka, l'un des membres de la famille tuée par erreur dans une attaque de Tsahal à Deir al-Balah. Muhammad al-Sawarka, 40 ans, est décédé des suites de ses blessures (Compte Twitter d'Ashraf al-Qidra, 22 novembre 2019), ce qui porte à 35 le nombre de Palestiniens tués lors de la récente escalade dans la bande de Gaza, et le nombre de membres de la famille tués à Deir al-Balah à neuf. Le corps de Muhammad al-Sawarka était enveloppé dans un drapeau palestinien avant d'être enterré.



Droite : Muhammad Salem al-Sawarka, l'un des morts à Deir al-Balah, tenant un fusil (Page Facebook de Mestr Farj, 22 novembre 2019). Gauche : Les funérailles de Muhammad al-Sawarka ont lieu, son corps revêtu d'un drapeau palestinien (Page Facebook Qudsn, 22 novembre 2019).

L'Autorité Palestinienne

Nouvelles réactions à la déclaration américaine concernant les implantations

► Le 18 novembre 2019, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a déclaré lors d'une conférence de presse que les Etats-Unis avaient reconnu les implantations de Judée-Samarie comme n'étant pas incompatibles avec le droit international. Les Palestiniens ont sévèrement critiqué cette déclaration, affirmant qu'elle violait le droit international et constituait une continuation des décisions de l'administration américaine contre les Palestiniens. Le 26 novembre 2019, une "journée de colère" a été déclarée dans l'Autorité Palestinienne, dans laquelle le public était invité à se joindre aux activités de protestation (voir ci-dessous). À la demande de l'AP, les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe ont tenu une réunion d'urgence le 25 novembre 2019. Dans leur déclaration sommaire, ils ont condamné la décision de l'administration américaine au motif qu'elle enfreignait le droit international (Wafa, 25 novembre 2019).



Droite : Réunion d'urgence des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe au Caire (Site Internet du ministère des Affaires étrangères irakien, 25 novembre 2019). Gauche : Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad al-Maliki, s'exprimant lors de la réunion (Page Facebook du ministère des Affaires étrangères de l'AP, 25 novembre 2019)

► Le gouvernement palestinien a organisé une réunion d'urgence présidée par Muhammad Shtayyeh, appelant les pays de l'UE et la Russie à **révoquer la citoyenneté de tous les résidents des implantations possédant la double citoyenneté** (Wafa, 20 novembre 2019).

► L'Autorité palestinienne envisage également de prendre les mesures juridiques et diplomatiques suivantes:

- ◆ **Demande à l'ONU** d'appliquer la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant les implantations (interview accordée à Saeb Erekat par la télévision palestinienne, 19 novembre 2019³).

- ◆ **Appel au Conseil des droits** pour un avis sur l'influence des implantations sur les droits de l'homme [en Judée-Samarie]. Le haut-commissaire du Conseil sera invité à publier une liste des sociétés opérant dans les implantations (Saeb Erekat interviewé par la télévision palestinienne, 19 novembre 2019).

- ◆ **Appel à la Cour pénale internationale** (CPI) de La Haye : Riyad al-Maliki, ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, a annoncé que, dans un avenir proche, l'Autorité Palestinienne porterait plainte à la CPI contre Mike Pompeo (Wafa, 20 novembre 2019).

- ◆ **Le Premier ministre de l'Autorité Palestinienne**, Muhammad Shtayyeh, a appelé la CPI à ouvrir sans délai une enquête sur le dossier de l'AP concernant les colonies de peuplement (Wafa, 20 novembre 2019). L'Autorité Palestinienne envisage également de faire appel de la Cour internationale de justice (CIJ).

³ Le 23 décembre 2016, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2334, selon laquelle les localités de peuplement israéliennes dans les territoires occupés en 1967 sur la Cisjordanie et à Jérusalem-Est sont illégales.

- ◆ L'Autorité Palestinienne demande également à l'Espagne, à la Belgique, à la France, à l'Afrique du Sud et à d'autres pays d'enquêter sur les "crimes de guerre" d'Israël devant leur système judiciaire national.

Des Palestiniens protestent contre la fermeture de bureaux à Jérusalem

- ▶ Le 20 novembre 2019, Gilad Erdan, ministre israélien de la Sécurité intérieure, a signé un **ordre fermant une branche du ministère de l'Éducation de l'Autorité Palestinienne opérant dans une école de Jérusalem-Est**. Il a également ordonné la fermeture des bureaux d'une société de Jérusalem fournissant des services à la télévision d'un établissement palestinien et d'un centre médical arabe opérant à Jérusalem (Médias israéliens, 20 novembre 2019).
- ▶ De nombreuses sources palestiniennes ont condamné les fermetures. Selon des informations, des dizaines de Palestiniens ont participé à des rassemblements en Judée-Samarie pour protester contre la fermeture des institutions palestiniennes à Jérusalem (Wafa, 21 novembre 2019). Les réactions notables ont été les suivantes :
 - ◆ **Le ministère des Affaires étrangères de l'Autorité Palestinienne** a condamné Israël pour avoir fermé des institutions palestiniennes à Jérusalem, comme le ministère de l'Éducation, pour avoir empêché les émissions de télévision palestiniennes de Jérusalem et arrêté le directeur du centre médical arabe (Wafa, 20 novembre 2019).
 - ◆ **Le ministre Ahmed Assaf, superviseur général de l'information officielle des médias de l'AP**, a pris la parole lors d'un rassemblement devant les bureaux de l'Autorité générale de la radio et de la télévision palestiniennes lors d'un rassemblement devant les bureaux de l'Autorité générale de la radio et de la télévision palestiniennes à Ramallah. Il a dit que l'Autorité ne reconnaîtrait pas la décision israélienne et continuerait à opérer à Jérusalem.



Manifestation devant les bureaux de l'Autorité générale de la radio et de la télévision palestiniennes à Ramallah (Wafa, 21 novembre 2019)

◆ **"L'autorité de lutte contre la barrière et la construction dans les implantations"** a condamné la décision israélienne de fermer les bureaux du département de l'éducation et du centre médical arabe de Jérusalem et d'interdire les opérations de la télévision palestinienne. Selon l'annonce de l'autorité, il s'agissait d'une violation du droit international (Télévision Dunia al-Watan, 21 novembre 2019).